



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

19 mai 2023

N° 305

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

MOBILISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE: PORTE-DRAPEAU DES REVENDICATIONS DES MASSES EXPLOITÉES



Placée au cœur de la production capitaliste, mobilisée aux côtés de ses frères de classe dans les masses exploitées, la classe ouvrière peut apporter de la profondeur à la colère et à la révolte en cours contre la terreur des gangs armés et contre le système qui leur a donné naissance. En se portant au-devant des luttes populaires, elle seule peut conduire les masses exploitées à la victoire en attaquant l'exploitation capitaliste par la racine, la propriété privée des moyens de production.

La mobilisation des travailleurs de la sous-traitance dans les rues, du 8 au 10 mai dernier, pouvait surprendre celles et ceux qui ne connaissent pas leur vie et ne partagent pas leur quotidien mais cela fait longtemps qu'ils avaient envie d'en découdre avec les patrons et de dénoncer leur exploitation. Car malgré la terreur des gangs armés, leur misère et leurs mauvaises conditions de travail, ils n'ont jamais arrêté de s'opposer à la dictature des patrons dans leurs usines.

Sur les six derniers mois, arrêts de travail, grèves, débrayages ont rythmé leur vie. Les ouvriers comme ceux de Premium, d'HANSAE, de SISA, de la Zone franche dans le Nord-est ont montré qu'ils n'avaient pas froid aux yeux, en se rebellant et en se mobilisant contre leurs affameurs. Et à chaque fois, regroupés et sûrs de leur force, ils ont fait reculer les patrons, ils ont cassé des mesures criminelles.

Aujourd'hui, en gagnant les rues avec le slogan, « Bwa Kale », expression de la colère des habitants des quartiers populaires, les milliers d'ouvriers dont une majorité de femmes veulent lancer le signal du rassemblement des masses exploitées. C'est par la conjugaison de l'ensemble

de notre force et de notre énergie que nous finirons par abattre le système d'exploitation capitaliste qui a accouché de ces monstruosité, les gangs armés, ont déclaré les militants ouvriers qui ont pris la parole lors de ces 3 journées de mobilisation.

C'est sans doute pour empêcher cette communion d'intérêts que le gouvernement a pris la décision de contenir les trois jours de manifestation seulement sur la route de l'aéroport en la dispersant violemment sur la route de Delmas. En dépit de tout, « Bwa kale » contre les bandits, « Bwa kale » contre les patrons, la mobilisation des travailleurs a eu des échos favorables dans l'opinion via les réseaux sociaux et même dans les radios et télé.

Pour que cela continue, il leur faut apporter de la conscience, de l'organisation que seul un parti révolutionnaire des travailleurs et des paysans pauvres peut faire. A celles et ceux qui se reconnaissent et qui font leurs les intérêts des classes laborieuses, attelons-nous à la construction de ce parti révolutionnaire dont l'objectif sera la prise du pouvoir économique et politique par les classes laborieuses et l'organisation de la société en fonction des besoins de la population.■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - Mobilisation de la classe ouvrière: porte-drapeau des revendications des masses exploitées

Leur société

- ⇒ Page 2
 - « Bwa Kale », la classe ouvrière hausse le ton
 - Trois journées de mobilisation ouvrière
 - Manifestation ouvrière réprimée par la police
 - Explosion d'une station de gaz propane à Clercine
 - L'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti à l'agonie
- ⇒ Page 3
 - "Bwa kale", un mois après !
 - Lynchage des bandits avérés, un choix par défaut
 - Vie chère : les classes pauvres victimes des classes riches

Dans les entreprises

- ⇒ Page 4
 - Mobilizasyon an dwe kontinye !
 - Premium S.A: La direction a compris la leçon

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - Faim dans le monde : capitalistes affameurs

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

LEUR SOCIÉTÉ

« BWA KALE », LA CLASSE OUVRIÈRE HAUSSE LE TON

« Bwa Kale » pour les patrons qui nous affament alors que c'est notre travail qui crée leurs richesses. « Bwa Kale » pour le gouvernement dont la politique est de nous maintenir dans la pauvreté, ne cessait de répéter les ouvriers sur tout le parcours de leurs manifestations.

La classe ouvrière au niveau du secteur de la sous-traitance était dans les rues les lundi 8, mardi 9 et mercredi 10 mai pour dénoncer l'extrême misère dans laquelle elle végète et revendiquer de meilleures conditions de travail dont un ajustement du salaire minimum, le versement sans tarder de la subvention promise par le gouvernement.

Dans la ligne de mire des ouvriers, les patrons qui continuent d'engranger les richesses alors qu'ils envoient au chômage des milliers d'ouvriers et qu'ils refusent d'ajuster le salaire minimum malgré un taux d'inflation à 50%. Ils dénoncent aussi la réduction de moitié les jours de travail pendant la quinzaine. Ces mesures

combinées font perdre près des 3/4 du pouvoir d'achat des travailleurs par rapport à l'année dernière à pareille époque. Dans les quartiers populaires, les gens crèvent de faim. Les paysans pauvres, les jeunes, désespérés, tentent de laisser le pays par tous les moyens.

Depuis trois ans, la violence des gangs armés a servi de prétexte aux patrons, aux grands commerçants, aux banquiers, etc. pour accroître leur mainmise sur les richesses du pays en poussant davantage les classes laborieuses au dénuement et à la déchéance. La violence des gangs armés est le prolongement de la violence parfois plus subtile des classes riches contre les masses exploitées mais qui tue tout autant, sinon plus.

Contre la barbarie des patrons et contre celle de leurs chiens de garde représentés par des gangs armés légaux et illégaux, il est urgent que la classe ouvrière et les masses exploitées, les paysans pauvres, les djobeurs, les chômeurs entrent en lutte avec leurs revendications. Exterminer les petits gangsters des quartiers populaires pourquoi pas, mais ce serait une erreur de laisser le contrôle de l'économie et de la politique aux mains des bandits en cravate qui nous tuent depuis plusieurs siècles.

Pour mener ce combat, les masses exploitées mettront toutes les chances de leur côté en se dotant d'organisations démocratiques, d'un parti des travailleurs révolutionnaires pour organiser leurs luttes et les conduire à la victoire. ■

TROIS JOURNÉES DE MOBILISATION OUVRIÈRE

Durant trois jours, de lundi 8 à mercredi 10 mai, les ouvriers se sont mobilisés sur la zone industrielle contre les bas salaires et leurs mauvaises conditions de vie.

C'est à l'appel des syndicats que les ouvriers se sont retrouvés dans la rue lundi 8, mardi 9 et mercredi 10 mai 2023. Ces journées de mobilisation avaient pour but de faire écho de la colère des ouvriers qui planait déjà dans sur la zone.

Ce matin 8 mai, l'ambiance devant le parc de SONAPI était surchauffée avec la présence d'un mobile sonore et quelques ouvriers de l'usine Premium qui commençaient à se mobiliser. Leur présence motivait les ouvriers. Ceux qui étaient rentrés ne tardaient pas à ressortir. Les unes après les autres, les usines se vidaient. A 8h00 une foule était déjà prête à prendre la direction de la route de l'Aéroport en criant sur fond de musiques engagées «2500 goud

salè minimòm ! Bwa kale !..... ; Aba 685 goud! Viv 2500 goud »

De SONAPI à Carrefour-Aéroport où la manifestation a pris fin sous le coup de gaz lacrymogènes des policiers, les ouvriers ont exprimé leurs revendications à travers plusieurs refrains entraînants mais également à travers des déclarations devant les caméras des journalistes, très nombreux pendant les trois journées. A la tête du cortège, des ouvriers munis de banderoles et de pancartes ouvraient le passage, il y avait également la présence de plusieurs drapeaux rouges, bannières des manifestations de la classe ouvrière, ce qui donnait à la mobilisation un décor original, prolétarien.

La dernière étape de la manifestation s'est déroulée devant le siège de l'ONA. Les ouvriers s'y sont arrêtés pendant environ 20 minutes pour dénoncer la gestion scandaleuse de leur cotisation de retraite.

Le déroulement de la deuxième journée ne comportait rien de différent de celui de la première. Les policiers sont intervenus au même moment et au même endroit à coup de gaz et des tirs pour chasser les ouvriers. Mais malgré la répression, les ouvriers ne se sont pas laissés intimider. Ils ont continué leur mobilisation le lendemain.

La détermination des ouvriers à se mobiliser montre qu'ils en ont marre de faire les frais de la crise que la gestion catastrophique des classes dominantes a provoquée. ■

MANIFESTATION OUVRIÈRE RÉPRIMÉE PAR LA POLICE

Pendant les trois journées de mobilisation, les ouvriers ont dû faire face à la répression des policiers et des intimidations de toutes sortes.

De Trois-mains à Carrefour Aéroport, la manifestation des ouvriers pour exiger un ajustement de salaire de 2500 gourdes se déroulait sans incident. Cependant après un court arrêt devant l'ONA, au moment de longer la route de Delmas vers les bureaux du Premier ministre, plusieurs grenades lacrymogènes ont explosé dans la foule. Dans un mouvement de panique, les ouvriers couraient dans tous les sens pour trouver un coin où se mettre à l'abri. Mais hélas ! A bout de souffle, à force de courir, certains abandonnaient, perdant connaissance. D'autres parvenaient à se soulager avec un

morceau de citron, du dentifrice, du coca ou autres artifices susceptibles de diminuer l'effet suffoquant et asphyxiant du gaz lacrymogène.

Mardi 9, lors de la deuxième journée de la manifestation, les ouvriers ont voulu faire le même parcours, mais la répression a monté d'un cran. En plus des gaz lacrymogènes, les policiers ont fait usage des armes à feu. Plusieurs coups de feu ont été tirés. Apparemment, les policiers avaient reçu l'ordre de ne pas laisser les ouvriers atteindre Musseau, où se trouve le bureau du Premier ministre.

Pour la dernière journée, celle de mercredi 10 mai, le dispositif policier dans le

Parc SONAPI a pris une autre proportion. Des agents du corps d'intervention et de maintien d'ordres (CIMO) lourdement armés étaient venus s'ajouter à un campement permanent d'une dizaine de policiers dans le parc. Pour empêcher que la manifestation ait lieu, ils ont arrêté un ouvrier. Mais ce geste a plutôt mis les ouvriers en colère, ils ont exigé que leur camarade soit libéré.

Toujours impuissante à s'attaquer aux gangs armés, la police répond toujours présente quand ce sont les travailleurs, les pauvres qui manifestent pour leurs revendications. Aux travailleurs de trouver les moyens de se faire respecter. ■

EXPLOSION D'UNE STATION DE GAZ PROPANE À CLERCINE

Cela s'est produit le mercredi 10 mai 2023 dans la commune de Tabarre. Jusqu'à présent aucun bilan n'a été donné après ce sinistre. Au mépris de la vie des gens, des points de vente de gaz propane se sont multipliés souvent dans des quartiers bondés

de maisons et où existent aussi de nombreux petits commerces. Intervenant sur une chaîne de télévision, un responsable spécialisé dans la prévention des incendies a déclaré que nombre de ces points de vente de gaz propane seraient

tout simplement fermés car ne respectant pas les normes de sécurité. De plus, a-t-il ajouté, les quelques sapeurs-pompiers dont dispose le pays n'ont même pas les matériels requis pour combattre le feu provenant du gaz propane. ■

L'HÔPITAL DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI À L'AGONIE

Après avoir trouvé une entente avec les résidents et nommé un nouveau directeur, le ministère de la santé publique avait annoncé la reprise des activités au sein de l'hôpital général après 6 mois d'inactivité totale. Mais entre les annonces et la réalité,

il y a un fossé. Les activités sont toujours au point mort. Si une petite activité est observée au niveau des consultations externes à l'hôpital militaire, au niveau des salles d'hospitalisation, c'est le comble. Fatras, poussière, mobiliers cassés et à terre. Une situation presque

similaire aux zones abandonnées après les guerres des gangs. Presque tous les hauts responsables du ministère de la santé publique dont le ministre et le directeur général, sont propriétaires d'hôpitaux privés; ceci peut expliquer cela. ■

“BWA KALE”, UN MOIS APRÈS !

Un mois après le début de ce qu'on peut appeler la « révolte des masses populaires contre la terreur des gangs armés », la population respire mieux. Le risque de se faire enlever dans les rues, le taux d'homicide, de braquage, de viols ont drastiquement diminué dans la capitale et dans beaucoup de villes de province. La peur des malfrats qui tétanisait la population a diminué. Mais beaucoup reste à faire.

Le mouvement spontané qui a pris naissance devant le commissariat du Canapé Vert le 24 avril dernier et qui a insufflé cette énergie positive au sein de la population est encore présent. Aujourd'hui, les gens prennent la parole et disent tout le mal qu'ils pensent des gangs criminels. Des bandits, en cavale, courent dans toutes les directions pour chercher un abri. Dans certains quartiers, les brigades de vigilance tiennent encore. Mais le mouvement peine à se structurer et se donner une direction pour mieux avancer. Qui n'avance pas recule, dit-on.

A part le démantèlement du gang Ti Makak de Petion Ville dont le leader a été tué, rien n'est encore joué. Les gangs du groupe G9, les 400 mawozo, Vitelhomme, ceux dans le Plateau Central sont toujours

bien présents avec leurs armes. Ils continuent leurs crimes comme avant. Ceux qui sont aujourd'hui décontenancés par l'irruption de la population à travers « Bwa Kale » sauront se refaire une santé si le mouvement ne progresse pas et rebondir avec plus de cruauté, plus de haine envers les classes exploitées. C'est un risque bien réel qui doit guider ceux des quartiers ayant des brigades, tous les hommes et les femmes des quartiers populaires. Ces brigades doivent se généraliser partout, être plus nombreuses que les gangs. La population de certains quartiers a déjà acquis la conscience qu'elle peut se défendre, il est indispensable qu'elle s'organise pour multiplier ces brigades, intensifier cette force, la structurer pour que la peur change de camp.

A Port-au-Prince, c'est le directeur de la Police Nationale, Frantz Elbe, qui feint de

mener la traque contre le gang « 5 secondes et alliés » au nom de son institution. Nombreux sont ceux qui pensent que cela tournera à la farce en dépit de la détermination de nombre de policiers de la base. Si le Haut Etat-major de la Police se porte en avant des luttes contre les bandits, c'est parce qu'il y a eu ce soulèvement de la population ; mais c'est peut-être pour mieux protéger les bandits tout en bernant la population.

La force de frappe des gangs armés est encore indemne. La destruction de 2 chars blindés flambant neufs de la Police sur la Nationale # 1 mercredi 17 mai au soir en est la preuve. Les fusillades des bandits contre la population le prouvent aussi. La seule force qui peut les mettre à mort est la mobilisation générale de la population. Organisons-la, amplifions-la, il y va de notre survie. ■

LYNCHAGE DES BANDITS AVÉRÉS, UN CHOIX PAR DÉFAUT

En état de légitime défense, la population, en colère et assoiffée de justice, a mis hors d'état de nuire des bandits armés pris en flagrant délit. Alors qu'ils tentaient d'apporter du renfort dans un autre quartier, 14 d'entre eux ont été interceptés puis ont subi le supplice du collier, « Pè Lebrun » des mains d'une population enragée, prête à en découdre avec les malfrats. Il n'en fallait pas plus à certaines têtes bien pensantes pour cracher leur venin sur un début de réveil de conscience et de combativité des masses exploitées qui ne demande qu'à s'élargir dans la durée.

Les gangs armés ont mis par terre depuis belle lurette les quelques institutions de l'appareil d'Etat dont disposait la bourgeoisie. A la fois alliés et opposés aux classes dominantes, les groupes criminels ne supportaient aucun commissariat de police, aucun bâtiment de l'appareil judiciaire, aucune prison dans leur environnement proche. Relégué ainsi au rang de simple faire-valoir, ce qui restait de l'appareil répressif servait à protéger les chefs de gangs s'ils étaient arrêtés par exemple, tout

en maintenant les masses exploitées en respect. Opérant en toute impunité, ces criminels avaient la réalité du pouvoir.

Demander tout d'un coup à la population de faire confiance à ce système judiciaire corrompu et décrié en lui livrant les forcenés qui allaient la massacrer, c'est induire les masses en erreur, c'est faire le jeu des gangs armés. Il est absurde d'entendre des voix, qui, hier encore, critiquaient la passivité des masses populaires face à la barbarie des gangs armés, s'en prennent, aujourd'hui, à la population en

lutte, qui tente de les stopper. Contrairement à ces philosophes, journalistes et commentateurs politiques dont certains sont ouvertement au service de la bourgeoisie, la population a appris que confier des bandits même maîtrisés à la police et au système judiciaire haïtien est synonyme de les libérer.

Dans le petit bus qui transportait les 14 bandits qui ont été stoppés le 24 avril dernier, il y avait deux écoliers et leurs accompagnateurs, le chauffeur et un aide. Ils sont sortis indemne, preuve que la population sait faire le tri. ■

FUSILLADE ET MASSACRES CONTINUENT

Si de nombreux bandits, la peur au ventre, sont en cavale, certains n'hésitent pas à se venger de la population en procédant à des tueries comme cela a eu lieu dimanche 14 mai au soir à Bon-Repos. En effet, dans

une station de bus, de motos et bondée, des bandits à bord d'un véhicule aux vitres teintées ont ouvert le feu sur la foule faisant au moins 8 morts et de nombreux blessés, selon certaines sources. Des scènes ainsi se répètent dans

plusieurs autres endroits depuis la mobilisation de la population contre ces malfrats. Tout en amplifiant et en organisant cette lutte pour venir à bout de ces énergumènes, la prudence doit être la règle pour la population. ■

FRANTZ ELBE, EN ZÉRO

Profitant de quelques succès enregistrés dans la traque des bandits armés, le directeur de la Police Nationale s'est rendu samedi 13 mai au sous-commissariat de Portail Léogane non loin de « Village de Dieu » que la police tente de reprendre aux mains des gangs. Il a rendu un « vibrant

hommage » aux policiers pour leur vaillance, leur dynamisme et leur professionnalisme constatés dans le cadre des violents affrontements armés contre les gangs. Mais personne n'est dupe, pas même les policiers qui sont engagés sur le terrain, d'ailleurs ils le disent eux-mêmes. Après maintes défaites du

Haut Etat-Major face aux bandits armés pendant trois ans, c'est le rapport de force créé par la mobilisation de la population depuis fin avril qui a changé la donne et sur laquelle la police s'est appuyée. ■

VIE CHÈRE : LES CLASSES PAUVRES VICTIMES DES CLASSES

La décote de la gourde continue sans arrêt sur le marché local. Il faut entre 165 et 170 gourdes pour un dollar. L'augmentation générale des prix, dont celui du carburant dans l'informel, et ceux des produits de première nécessité, plonge les classes pauvres dans une misère profonde.

Les produits de consommation de base généralement utilisés par les masses pauvres ne manquent pas dans les entrepôts et les étalages des marchés de la place. Mais leurs prix varient en fonction de l'humeur des commerçants.

Le tableau ci-dessous présente une idée de l'évolution de la flambée des prix de certains produits vendus au marché informel. Cette liste de prix a été relevée le 24 avril 2023.

Produits	Prix en gourde au mois de février 2023	Prix en gourde pendant le mois avril 2023
Petite marmite de riz	100	150
Petite boîte de pâte tomate	75	150
Petit bol de beurre	200	350
Petite marmite de haricots	200	250
Petite bouteille d'huile	60	100
Une marmite de charbon	100	150
Un sachet spaghettis	75	125
Une boîte de lait Alaska	50	75
Un morceau de hareng salé et fumé	10	25
Un seau d'eau	50	125
Petite marmite de sucre	75	125
Poireau	10	25
Sel en grains	10	25

Le salaire de ceux qui travaillent est bloqué, le chômage s'accroît sans arrêt, les masses pauvres ne font que crever. ■

DANS LES ENTREPRISES

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 17 me 2023.

PAWÒL TRAVAYÈ

Mobilizasyon an dwe kontinye !

Depi mwa mas la, ouvriye nan plizyè izin tankou Premium, Sisa, Lorsa, Hansae te kanpe travay, bloke izin yo pou te ekzije patwon yo satisfè kèk revandikasyon yo genyen. Se nan anbyans batay sa a, kèk sendika ki nan sektè a te lanse 3 jounen mobilizasyon, lendi 8 me pou rive mèkredi 10 me. Pandan 3 jou sa yo, plizyè milye ouvriye te pote batay anndan izin yo sou beton an. Sou tout pakou a, yo te jwenn solidarite popilasyon an ki tap bat bravo pou yo. Slogan an se te : Bwa kale nan dengonn patwon yo ak Aryèl, toutotan revandikasyon yo pa satisfè.

Malgre patwon yo ak gouvènman an te mobilize lapolis pou te kraze manifestasyon an, ouvriye yo pat pran nan presyon, yo pat bese lebra. Yo te krache kolè yo chak jou nan mikwo jounalis atravè revandikasyon sila yo :

- 2500 goud kòm ajisteman salè minimòm, oubyen peye yo an dola, otodijou
- Lajan akonpayman sosyal leta a, chak mwa pou tout ouvriye an jeneral
- Patwon yo dwe kanpe prelèvman ONA sou salè 8 jou pa kenzèn nan.
- Si yo ap peye ONA, dwe gen ONA ouvriye menm jan ak lòt anplwaye yo
- Pa dwe gen voye ale, men repati kantite travay yo, ant tout travayè
- Aba lavichè, Aba ensekirite
- Aba lwa 3 uit la

Travayèz ak travayè ki te okipe beton an gen rezon. Tout lòt travayè nan lòt sektè gen enterè vin rejwenn yo nan batay la. Lè nou pi plis, nap ka fòse Leta ak patwon yo satisfè revandikasyon nou yo pi vit.

Bouch an bouch yonn di lòt!

OTR-UCI – Mèkredi 17 me 2023
An nou konte sou fòs nou !

PREMIUM S.A : LA DIRECTION A COMPRIS LA LEÇON

Mercredi 3 mai 2023, les ouvriers de Premium ont une fois de plus bloqué l'usine. Non seulement le patron n'a pas donné de preuve qu'il a déposé les années de cotisation prélevées sur nos salaires à l'ONA, comme il l'avait promis, mais en plus il a osé présenter la fiche de payroll avec ce prélèvement.

Indignés, les ouvriers ont exigé que

le payroll soit corrigé. Le chef des ressources humaines a convoqué les ouvriers. Il a essayé d'expliquer la raison pour laquelle il est important de prélever la cotisation pour l'ONA, 6% du salaire des travailleurs. Après plusieurs minutes d'explication il n'a pas pu les convaincre. Les travailleurs ont exprimé leur colère en improvisant une mini manifestation, ils ont brandi des feuilles d'arbre, frappé les tables et scandé : « Bwa

kale » contre la direction.

Ils se sont rendus devant le bureau des ressources humaines avec comme revendication : « interdiction de prélever de cotisation sur nos revenus de 8 jours de travail par quinzaine »,

Acculée, la direction a rectifié le payroll et les ouvriers ont eu leur paie corrigée. Une fois de plus, les travailleurs ont compris : se soulever est l'arme efficace pour se faire respecter.■

DANS L'INTERNATIONAL

FAIM DANS LE MONDE : CAPITALISTES AFFAMEURS!

Le nombre de personnes souffrant de la faim en Haïti est multiplié par trois depuis 2016. Aujourd'hui, près de la moitié de la population, 4,9 millions de personnes, souffrent de faim aiguë. Sur la zone industrielle, la majorité des travailleurs souffrent de malnutrition tant il leur est difficile de prendre, ne serait qu'un seul repas par jour. Dans les usines, ils sont plusieurs qui tombent malade par hypoglycémie, par faiblesse généralisée. Loin d'être une spécificité d'Haïti, c'est partout que les capitalistes affament les travailleurs.

Nous publions ci-après un article de Lutte Ouvrière du 10 mai 2023 sur ce sujet.

D'après un rapport de l'ONU, 258 millions d'êtres humains sont « en insécurité alimentaire aiguë », soit une augmentation de 34 % par rapport à l'an dernier. C'est trois fois plus qu'il y a six ans.

Quand pendant quelques années, avant 2015, les catastrophes alimentaires ont un peu baissé, les politiciens et les tenants du système capitaliste cherchaient à faire croire que progressivement, en étant patients, ce même système allait un jour éradiquer la faim dans le monde. C'est tout le contraire qu'on peut constater.

Le rapport de l'ONU note la responsabilité de l'explosion des prix, en particulier ceux des céréales. Mais qui est responsable, si ce n'est tous ces groupes capitalistes qui sont en situation de monopole dans la production, le transport et le commerce des céréales et autres produits alimentaires ? Le trust du CAC 40 qui a fait le plus de profit cette année est la CMA-CGM, qui expédie sur tous les continents ses porte-conteneurs de marchandises : avec plus de 23 milliards d'euros de profits, elle a

même devancé TotalEnergies ! Et puis, qui a spéculé à la hausse sur les céréales, entre autres au casino mondial de la Bourse, si ce n'est ces mêmes très gros capitalistes, à commencer par ceux qui possèdent les banques et les fonds d'investissement !

Le même rapport met en cause aussi la multiplication des guerres, sans bien sûr en donner les raisons. Mais quand le capitalisme est en crise, il peut n'y avoir qu'un pas entre la guerre économique et la guerre tout court...

C'est pourquoi les États des pays riches augmentent actuellement leurs budgets militaires et diminuent dans le même temps encore plus le peu d'aide humanitaire qu'ils concédaient aux pays pauvres que les puissances impérialistes – États-Unis, France, Grande-Bretagne, etc. – ont saignés à blanc. Ils se préparent à une guerre généralisée, « de haute intensité » pour reprendre l'expression du chef d'état-major des armées françaises, qui ferait plonger toute l'humanité dans la famine et la barbarie.

Le secrétaire général de l'ONU a

affirmé que cette situation est « un réquisitoire cinglant sur l'échec de l'humanité à faire progresser l'objectif (...) d'éradiquer la faim. ». Ce n'est pas l'humanité qui est coupable mais l'organisation capitaliste de la société, dont le moteur est la recherche du profit, quoi qu'il en coûte à l'humanité, par une mince couche de parasites.

Ce n'est qu'en mettant fin à ce système qu'on pourra mettre fin à la faim dans le monde.■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.